



MIDTERMS : JOE BIDEN SERA-T'IL DÉSAVOUÉ ?

Par William THAY, Président du Millénaire
Emeric GUISET, Secrétaire Général Adjoint
et Pierre CLAIRÉ, Directeur adjoint des Études



AVANT-PROPOS

Après deux années d'exercice du pouvoir, Joe Biden est à la croisée des chemins après plusieurs désillusions et échecs qui ont marqué l'opinion américaine. Les élections de mi-mandat (Midterms) américaines de 2022 seront décisives pour définir la liberté politique dont disposeront Joe Biden et Kamala Harris pour la fin de mandat. Elles donneront également les tendances pour l'élection présidentielle de 2024, alors même que des démarches judiciaires à l'encontre de Donald Trump sont en cours.

Le contexte économique et international nous permet de prédire des midterms difficiles pour le parti Démocrate.

En effet, ces élections de mi-mandat sont le moyen pour les Américains de juger la reprise économique et l'action du Président face à la crise provoquée par la pandémie. Alors qu'en 2020, le PIB américain a baissé de 3,4% et l'économie a durement été touchée en raison de la crise sanitaire, un parallèle peut être fait avec les midterms de 2010. C'est la dernière fois que les Américains ont été appelés aux urnes après une crise majeure. Cette année-là, Barack Obama s'en remettait à l'opinion populaire pour la première fois depuis son élection de 2008 dans un contexte marqué par les retombées dramatiques de la crise financière. Alors que les Démocrates contrôlent les deux chambres avant les élections de mi-mandat, ils perdirent la majorité à la Chambre des Représentants et virent les Républicains gagner 6 sièges au Sénat, ne conservant la majorité que d'un siège (51 contre 49).

De même, la forte inflation que les États Unis connaissent et les conséquences du retrait désastreux des forces américaines d'Afghanistan rappellent la situation des midterms de 1974. Cette année-là, l'inflation était extrêmement forte dans le pays à cause du choc pétrolier de 1973 et les États Unis étaient embourbés dans la Guerre du Vietnam. Ces élections de mi-mandat se présentaient ainsi au pire moment pour le Président Républicain

Gerald Ford et les résultats furent catastrophiques. En effet, les Démocrates ont enregistré un gain net de 4 sièges au Sénat, portant ainsi leur total à 60 sièges et augmenté leur avance à la Chambre des Représentants en dépassant la majorité des 2/3.

Ainsi les sondages de plus serrés depuis quelques semaines laissent penser que les démocrates pourraient perdre à la fois le contrôle de la Chambre des Représentants et du Sénat. Les élections des gouverneurs sont aussi à scruter de près dans les swings states. En effet, ces derniers seront en capacité de modifier les règles électorales dans leur état en vue des prochaines élections présidentielles. C'est donc déjà en parti l'élection présidentielle de 2024 qui se joue lors de ces midterms.

AVANT-PROPOS	2
LES ÉTATS-UNIS SOUS LA PRÉSIDENTE DE JOE BIDEN.....	5
INDICATEURS ÉCONOMIQUES	6
FAITS MARQUANTS DE LA PRÉSIDENTE BIDEN	9
COMPARAISON DE LA POPULARITÉ DE JOE BIDEN AVEC LES AUTRES PRÉSIDENTS.....	13
MIDTERMS : FONCTIONNEMENT ET SPÉCIFICITÉS DE CES ÉLECTIONS	15
FONCTIONNEMENT DES MIDTERMS.....	15
UN SCRUTIN GÉNÉRALEMENT DÉSAVANTAGEUX POUR LES PRÉSIDENTS EN PLACE	16
SCENARII POSSIBLE LE SOIR DE L'ÉLECTION	20
RAPPORT DE FORCE DE LA CAMPAGNE	20
SCENARII POSSIBLES ET IMPLICATIONS	21
CONCLUSION	40

LES ÉTATS-UNIS SOUS LA PRÉSIDENCE DE JOE BIDEN

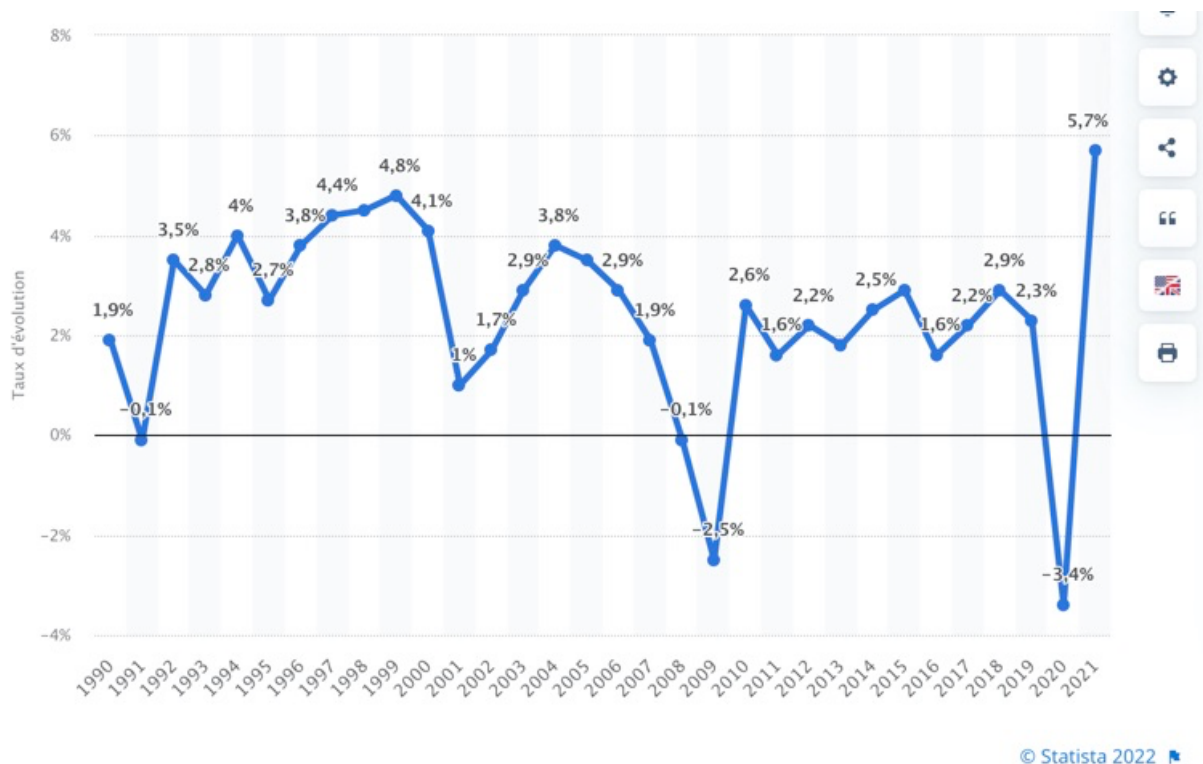
Lors des élections de mi-mandat aux États Unis sont souvent défavorables au parti qui exerce le pouvoir. Le Président en place et son parti perdent la plupart du temps de nombreux sièges et le contrôle d'une ou plusieurs chambres. En effet, cette élection est utilisée par de nombreux électeurs américains comme un moyen de sanctionner le Président en exercice en cas de mauvaise gestion du pays ou lorsque des décisions impopulaires ont été prises. En quelque sorte, les élections de mi-mandat peuvent être perçues comme un référendum pour juger l'action du Président ou le fragiliser dans certains cas. Afin d'envisager les différents scénarii possibles de ces midterms 2022, il est nécessaire d'analyser la situation politico-économique du pays et la perception par les Américains de la première moitié de mandat de Joe Biden.

Si les États-Unis restent la première puissance mondiale, et en particulier la première économie mondiale, la puissance américaine connaît un déclin relatif. Ainsi, entre 1960 et 2020, le PIB réel du pays en dollars courants n'a été multiplié que par 5 alors que durant la même période le PIB du reste du monde a été multiplié par 8,5. Son rival chinois a multiplié le sien par 92 sur ces 60 années. Alors qu'en 1960 l'économie américaine représentait presque 50% du PIB mondial, aujourd'hui elle n'en représente plus qu'un tiers. Le développement de la puissance chinoise, capable de concurrencer les États-Unis sur l'ensemble des segments, a créé une attente spécifique des électeurs américains qui attendent un plan pour faire face au défi chinois. Même si Joe Biden n'est pas l'unique responsable de ce long déclin, il doit composer avec des électeurs déçus par la perte de l'hégémonie américaine lors des midterms.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Aux premiers abords, l'économie américaine semble plutôt bien se porter avec des indicateurs positifs. Mais en se projetant et en analysant plus en détail l'économie, nous pouvons nous rendre compte que les choses ne sont pas aussi nettes que cela. Le bilan en demi-teinte qui en résulte rend incertain l'attitude de l'opinion américaine à l'égard de Joe Biden.

Premièrement, en ce qui concerne la croissance du PIB, les États-Unis ont connu une croissance du PIB de 5,7% en 2021, seule la Chine et ses 8,1% font mieux dans le monde. L'intensité de cette croissance, que les Américains n'avaient plus connue depuis plusieurs décennies, démontre la forte capacité de rebond de l'économie américaine après le choc du covid. En un an, le PIB américain est parvenu à dépasser grandement son niveau d'avant crise (21 370 Md\$ en 2019 contre 23 000 Md\$ en 2021).



Pour autant en 2022, l'OCDE table sur une croissance américaine de 1,5% et 0,5% pour 2023¹. Ceci alimente les discussions et les craintes de voir

¹ <https://www.oecd.org/perspectives-economiques/septembre-2022/>

le pays entrer en récession dans les mois qui viennent. En effet, l'OCDE voit le PIB des pays du G20 croître de 2,8% en 2022 et de 2,2% en 2023, ce qui place les États-Unis en queue de peloton. À titre de comparaison, la Chine devrait connaître une croissance de 3,2% en 2022 et de 4,7% en 2023, ce qui est bien supérieur aux États-Unis. Cette peur du retour de la récession se justifie par les résultats du dernier trimestre de 2021 (-0,4%) et du premier de l'année 2022 (-0,2%) où le PIB américain a effectivement décliné. Pour certains, cela peut montrer que l'économie américaine est rentrée en récession (source BEA).

Les résultats de la croissance du PIB en demi-teinte sont source d'inquiétude pour les ménages américains, car dans le même temps l'inflation est très forte aux États-Unis. En effet, elle a atteint 4,7% en 2021 et devrait atteindre 5,4% cette année. Cette inflation importante a impliqué un resserrement de la politique monétaire par la FED qui a situé ses taux directeurs entre 3 et 3,25%. De nouvelles hausses des taux directeurs pourraient de nouveau intervenir pour contrer la poursuite de l'augmentation de l'inflation. Cette inflation, qui est accompagnée d'une hausse massive des taux d'intérêts, met à mal le pouvoir d'achat et la consommation des Américains. Ces derniers pourraient juger le pouvoir en place comme responsable des difficultés économiques rencontrées et se mobiliser en faveur des Républicains.

Malgré tout, le marché du travail conserve des résultats très satisfaisants, ce qui explique que ni la Secrétaire au Trésor, Janet Yellen, ni le Président de la FED, Jerome Powell, ne veulent parler de récession. Le taux de chômage est en effet resté sur la dynamique légèrement baissière qui est la sienne depuis de nombreux mois. Il est actuellement de 3,6% et est revenu à son niveau pré pandémie.

De même, l'emploi a progressé de plus de 1,3 millions au cours des trois derniers mois, rythme très supérieur à la moyenne de long terme (source BLS). La profitabilité et l'investissement non résidentiel sont aussi au plus haut aux États-Unis. Ainsi, les difficultés rencontrées sur le plan

macroéconomique n'ont pas encore de prise sur les agents micro-économiques.

Ce décalage s'explique par la superposition de chocs hétérogènes, survenus dans des temporalités différentes, et laisse une grande incertitude sur la façon dont cela se retranscrira dans les urnes.

Tout d'abord la reprise après le covid n'est pas encore achevée et comme dans de nombreux pays, l'économie américaine vit avec une consommation boostée par les différents plans de relance et mesures gouvernementales de soutien. La consommation est encore supérieure de 5% aux niveaux pré-covid, ce qui explique le besoin de recruter et le fort taux d'emploi, et dans le même temps la production peine à répondre à la demande. Ainsi, la difficile relance de l'appareil productif et la fin progressive des mesures de soutien et de la politique monétaire accommodante peuvent faire craindre une forte dégradation de la situation.

À ce premier choc, se superpose celui de l'envolée des prix des matières premières et des pénuries. Cette hausse et cette rareté ont été répercutées sur les prix de ventes, par des entreprises américaines cherchant à préserver leur profitabilité et leur capacité d'investissement. Ce qui explique la bonne santé boursière et celle des entreprises américaines comme on peut le voir avec l'indice S&P 500 par exemple. Pourtant, ce phénomène pourrait faire souffrir les ménages américains, qui pourraient faire payer cela au parti Démocrate dans les urnes, malgré le vote de l'Inflation Reduction Act qui doit permettre de lutter contre l'inflation en soutenant massivement la relance productive.

En définitive, l'économie américaine marque le pas et ce n'est pas la consommation des ménages dans les mois à venir qui va aider à la relance. Malgré les différents cadeaux, le revenu disponible ne s'est accru que de 2% depuis fin 2019 en termes réels, à cause de la forte inflation. En ce qui concerne le taux de pauvreté, indicateur qui a toujours été scruté aux États-Unis, celui-ci a baissé en 2021 pour la première fois depuis de longues

années². Il est ainsi de 7,8% contre 9,2% un an plus tôt, cette baisse est due aux différentes actions gouvernementales pour lutter contre la pandémie.

FAITS MARQUANTS DE LA PRÉSIDENTENCE BIDEN

Afin de comprendre le possible résultat des élections de mi-mandat et les forces en présence, il est nécessaire de revenir sur les événements marquants de la présidence Biden afin de voir ce que pourraient lui reprocher les Américains lors de ces élections.

Joe Biden est devenu le 20 janvier 2021 le Président le plus âgé de l'histoire américaine à l'âge de 78 ans, ainsi que le second catholique à occuper le poste après John F. Kennedy. Lors des 100 premiers jours de son mandat, Joe Biden a signé 17 ordonnances. Il a d'abord fait réintégrer les États-Unis dans les Accords de Paris, il a mis un terme à l'état d'urgence qui avait été décrété à la frontière mexicaine et a décidé de réintégrer l'OMS. En quelques semaines, Joe Biden est devenu le Président ayant signé le plus d'ordonnances lors de ses premiers mois à la maison blanche depuis Franklin D. Roosevelt. Il s'agissait pour Joe Biden d'adopter un style énergique et de revenir sur les décisions les plus controversées de son prédécesseur.

Le début du mandat Biden a été marqué par la lutte contre la Covid-19, en adoptant une doctrine différente de celle de Donald Trump et en restaurant les relations avec l'OMS. Lors des premières semaines de son mandat, Biden a signé une ordonnance pour rendre obligatoire le port du masque dans les édifices fédéraux. Il signa également des mesures de stimulation budgétaire pour aider les citoyens touchés par la crise (1,9 trillions de dollars). Cela inclut des versements directement aux citoyens américains, une extension de l'assurance chômage ou des commandes

² <https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/Le-taux-de-pauvrete-des-Etats-Unis-a-atteint-un-niveau-record-en-2021-selon-le-Census-Bureau--41763057/>

additionnelles de vaccins. Devant la hausse des cas de contamination au variant delta additionné à une baisse du taux de vaccination dans le pays, Biden a déclaré qu'il était capital de se faire vacciner et qu'il y avait une pandémie ciblant les non-vaccinés dans le pays. Ce paquet fiscal est clairement la plus grande réussite de la Présidence Biden, cette loi fut poussée par le Président au Congrès sans le soutien des Républicains mais a été bien accueillie par les Américains, ce qui explique sa forte côte de popularité à ce moment-là.

En avril 2021, lors du sommet international des leaders pour le climat, Biden a annoncé des mesures ambitieuses pour diminuer de 50% les émissions de gaz à effet de serre par rapport aux niveaux de 2005. Lors de la COP 26, les États-Unis de Joe Biden et la Chine de Xi Jinping sont parvenus à un accord pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et Biden s'est engagé à aller dans le sens d'une meilleure lutte contre le réchauffement climatique, avec par exemple la promesse de doubler les aides aux pays en développement d'ici 2024. Biden a fait de l'environnement et de la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre son cheval de bataille et son image en a été renforcée dans son camp.

En novembre 2021, Biden fait passer une loi appelée la "Infrastructure Investment and Job Act" qui représente 1 200 milliards de dollars investis pour la réparation de routes, l'accès à internet, la rénovation de port, etc. Il s'agit d'un plan d'investissement colossal et bipartisan visant à rattraper 30 ans de sous investissement dans les différentes infrastructures du pays.

Mais après une gestion du covid plutôt efficace, Joe Biden s'enlise dans le fiasco du retrait raté des troupes américaines de l'Afghanistan. Cet événement est le plus marquant des premiers mois de la présidence Biden, il a eu des effets dévastateurs pour les Démocrates et Joe Biden. Même si la décision initiale de retirer les dernières troupes américaines fut bien accueillie par l'opinion, la gestion de celle-ci attira les foudres de la population et de l'opposition Républicaine. Ce retrait coïncide avec le retour des Talibans au pouvoir est un retour en arrière de vingt ans pour l'opinion américaine et le sentiment d'une guerre pour rien. L'administration Biden

fut obligée de reconnaître publiquement son échec et admettre qu'elle avait sous-estimé les répercussions du retrait et qu'un rythme différent aurait été nécessaire. Alors qu'elle ne croyait pas les Talibans capables de reprendre le pouvoir aussi vite, le retrait des troupes s'est accompagné de scènes de panique dans Kaboul, avec des milliers de gens se rendant désespérés à l'aéroport pour quitter le pays. Dans le chaos, DAECH mena une attaque qui tua 13 Américains et 170 Afghans. En représailles l'armée américaine lança des attaques de drones tuant 10 civils dont 7 enfants. L'administration Biden dû s'excuser après ces frappes et l'opposition Républicaine, notamment Donald Trump, a pu surfer sur le sentiment anti-Démocrate. Finalement, l'échec Afghan signe pour Joe Biden la fin d'une côte de popularité à plus de 50% et aurait dû assurer aux Républicains une victoire lors des midterms.

Un autre fait marquant de la Présidence Biden est sans aucun doute le retour de l'inflation et ses effets dévastateurs sur le pouvoir d'achat dans un contexte de ralentissement de la croissance. Nous en avons déjà parlé un peu plus haut et rien ne permet de penser que le taux de l'inflation va baisser dans le pays ces prochains mois. Ceci en fait un autre échec majeur pour Joe Biden car les effets attendus de l'*Inflation Reduction Act* ne se font pas encore sentir.

En difficulté sur le plan national, l'année 2022 fut clairement marquée par une ambition internationale de Joe Biden. Avec une côte de popularité au plus bas à cause des prix de l'essence historiquement hauts et de la forte inflation, Joe Biden a trouvé à l'international notamment avec la guerre en Ukraine et le conflit avec la Chine des leviers pour refaire surface dans l'opinion.

En février 2022, l'armée américaine prit part au raid qui amena à la mort de Abu Ibrahim al-Hashimi al-Qurashi, deuxième leader de l'État Islamique. En juillet, un drone américain tue Ayman al-Zawahiri, nouveau leader d'Al Qaeda. Joe Biden décroche un succès transpartisan dans l'opinion américaine et se place dans les pas de Barck Obama avec l'élimination de Ben Laden.

L'année 2022 fut également marquée par la surenchère entre les États-Unis et la Chine au sujet de Taïwan. Lors du sommet du Quad au Japon au mois de mai, Biden affirma que les États-Unis étaient prêts à défendre Taïwan par les armes si c'était nécessaire. Le lendemain, la Maison Blanche fit marche arrière pour revenir à l'ambiguïté stratégique qui qualifie la politique taïwanaise des États-Unis. Le ministre de la défense chinois a répliqué en prétendant que Taïwan était chinoise et que la Chine était prête à se battre jusqu'au bout pour défendre l'île. Nancy Pelosi, présidente de la Chambre des Représentants, s'est rendue à Taïwan en août et les deux camps ne semblent pas vouloir calmer le jeu. Mais le mandat de Biden a vu l'influence de la Chine grandir, avec la signature de l'accord de sécurité avec les Îles Salomon par exemple qui permet aux Chinois de s'implanter dans le Pacifique, rendant la zone Indo-Pacifique encore plus importante. Cela explique la création de l'AUKUS en 2021 avec l'Australie et le Royaume-Uni. Alors que Donald Trump avait parlé de "Virus Chinois" au moment du covid, Joe Biden ne souhaite pas se faire déborder par son rival Républicain dans la capacité à faire face à la montée de la Chine et à la défense du leadership américain dans le monde. Cet engagement sur le sujet de Taïwan a permis, notamment à travers un réflexe légitimiste autour du pouvoir en place, à Joe Biden et aux Démocrates de resserrer l'écart dans les sondages des midterms.

Enfin cette rivalité avec la Chine se décline aussi sur le plan national avec l'adoption du CHIPS and Science Act d'août 2022 qui doit donner à l'industrie américaine la possibilité de lutter économiquement face à la Chine. L'Acte prévoit de débloquent plusieurs milliards de dollars pour stimuler la recherche et la fabrication de semi-conducteurs aux États-Unis.

Biden prit également une part importante dans la critique internationale de Vladimir Poutine après l'attaque de l'Ukraine. Biden fut un des gouvernants les plus durs face à Poutine, imposant de très dures sanctions ou fournissant des dizaines de milliards de dollars d'équipements militaires à l'Ukraine. Biden a défini Poutine comme un criminel de guerre, le désignant comme seul responsable de la hausse du prix des carburants ou de la crise alimentaire. Ce conflit a aussi été le moyen de réactiver dans

l'opinion un fort sentiment anti-russe hérité de la guerre froide, bénéfique à Joe Biden pour les élections à venir. Cependant, sur ce sujet, il subit également les violentes attaques de Donald Trump qui Joe Biden n'est pas apte à gérer le conflit et qu'il conduit les Américains vers la une troisième guerre mondiale.

COMPARAISON DE LA POPULARITÉ DE JOE BIDEN AVEC LES AUTRES PRÉSIDENTS

Les derniers sondages réalisés donnent une cote de popularité pour Joe Biden de 41% et 53% des Américain sont mécontents avec l'action du président³. Si nous regardons durant les deux premières années de son mandat, Joe Biden n'a connu une cote de popularité dépassant les 50% qu'un peu plus de 6 mois. Le retrait des troupes américaines d'Afghanistan et le retour des talibans au pouvoir ont donc définitivement entaché son image au sein de l'électorat américain. Biden a donc connu une baisse de popularité importante depuis le début de son mandat.

Donald Trump n'a jamais été extrêmement populaire dans le pays, ne dépassant jamais les 50% d'opinions favorables durant son mandat⁴. Pour autant, sa côte de popularité était semblable à celle de Joe Biden avant les midterms de 2018, avec une côte qui avoisinait les 42%. Lors des midterms, les Républicains avaient obtenu 53 sièges, en gagnant 2, mais il faut se méfier des comparaisons hâtives car à la différence de Biden, Donald Trump a eu une côte de popularité relativement stable durant son mandat. C'est donc la dynamique de popularité à la baisse de Joe Biden qui doit inquiéter car elle pourrait refléter une réduction de sa base électorale.

Barack Obama a quant à lui connu sur la durée des scores de popularité plus importants, avec une popularité moyenne de 48% durant ses

³ <https://graphics.reuters.com/USA-BIDEN/POLL/nmopagnqapa/>

⁴ <https://projects.fivethirtyeight.com/trump-approval-ratings/>

deux mandats. Pour autant, il faut signaler qu'avant les midterms de 2010 et 2014, la côte de Barack Obama se trouvait à des niveaux assez bas, avec respectivement 44% et 40,5% d'opinions favorables⁵. En 2010, les Démocrates avaient perdu du terrain et vu les Républicains revenir à 47 sièges contre 51, en 2014 les Républicains avaient engrangé encore plus de bons résultats obtenant 54 sièges au Sénat contre 46 pour les Démocrates. Ces statistiques et ces fortes baisses peuvent nous pousser à penser que les situations connues par Barack Obama, avec des victoires républicaines, pourraient se répéter avec Joe Biden.

Les différentes côtes de popularité de George Bush sont quant à elles difficilement transposables à la situation actuelle. En effet, durant son premier mandat il a connu une moyenne de 62%, avec un fort rebond après les attentats du 11 septembre et l'envoi de troupes en Afghanistan, alors que la moyenne de son second mandat n'est que de 37%⁶. Après les attaques, George W. Bush n'a connu qu'une longue baisse (mis à part le rebond connu lors des tensions avec l'Irak) et au moment de l'élection de Barack Obama sa côte n'était plus que de 25%. Avant les midterms de 2006, sa côte n'était que de 40% et cette année-là, les Démocrates sont parvenus à gagner de nombreux sièges et à revenir à égalité avec le Parti Républicain (49 sièges chacun).

⁵ <https://today.yougov.com/topics/politics/trackers/president-obama-job-approval-rating>

⁶ <https://news.gallup.com/poll/116500/presidential-approval-ratings-george-bush.aspx>

MIDTERMS : FONCTIONNEMENT ET SPÉCIFICITÉS DE CES ÉLECTIONS

FONCTIONNEMENT DES MIDTERMS

Les élections de mi-mandat sont des élections générales qui se tiennent deux ans après l'élection du Président américain, ce qui correspond à la moitié de son mandat. Des élections fédérales et gouvernementales sont alors organisées.

Les 435 sièges de la Chambre des représentants, chambre basse du Congrès, sont mis en jeu lors de ces élections. Cela correspond à l'intégralité des sièges de cette chambre qui est renouvelée tous les deux ans. Actuellement les Démocrates sont majoritaires dans cette institution et comptent 220 sièges, contre 212 pour les Républicains. La Présidente de la Chambre des Représentants est depuis 2019 la Démocrate Nancy Pelosi et troisième personnage le plus important dans l'ordre protocolaire américain.

Un tiers des sièges du Sénat sont également mis en jeu ce jour-là, sachant que le Sénat compte 100 sièges (deux par État), il peut y avoir 33 ou 34 sièges renouvelés. En 2022, il était prévu que 33 sièges soient contestés mais deux sièges supplémentaires doivent être attribués. Tout d'abord celui de Kamala Harris en Californie, qui en devenant vice-présidente démissionne de son poste de sénatrice et dont l'élection se tiendra également le 8 novembre. Le sénateur de l'Oklahoma, Jim Inhofe ayant lui aussi décidé de démissionner au terme de la législature en cours, va remettre son siège en jeu lors des élections.

Un sénateur est élu pour 6 ans et un tiers du Sénat est renouvelé tous les deux ans. A chaque élection est attribué un numéro différent afin de différencier l'année d'élection des sénateurs. En 2022, 34 sénateurs de classe 3 seront élus et un autre de classe 2, leur terme prendra donc fin en janvier

2029. Le Sénat est à l'heure actuelle à majorité Démocrate (48 Démocrates et 2 indépendants affiliés pour être exact) et même si les Républicains comptent également 50 sièges, ils ne sont pas majoritaires étant donné que dans les cas d'égalité parfait c'est le Président du Sénat qui tranche les questions. Une présidence exercée par Kamala Harris en vertu de son statut de Vice-Présidente des États-Unis.

Enfin, les midterms sont aussi l'occasion de renouveler une partie des gouverneurs. Cette année 34 des 50 États élisent leurs gouverneurs lors des élections de mi-mandat. Il faut ajouter que 2 États ont un statut spécial et élisent leurs gouverneurs tous les 2 ans : il s'agit du Vermont et du New Hampshire. En définitive, 36 gouverneurs sont élus lors de ces midterms.

Généralement, les élections de mi-mandat ont un taux de participation plus faible que les élections présidentielles. À titre d'illustration la participation aux midterms de 2018 était de 49%, contre 67% à l'élection présidentielle de 2020. Il est donc capital de mobiliser sa base électorale pour l'emporter lors des midterms, c'est sur cette notion d'abstention différenciée dans les états clés que devrait se jouer l'élection.

UN SCRUTIN GÉNÉRALEMENT DÉSAVANTAGEUX POUR LES PRÉSIDENTS EN PLACE

Généralement ce scrutin est une forme de référendum pour juger l'action du président en place. Ainsi, les midterms désavantagent l'exécutif qui a un bilan à défendre alors que l'opposition peut se contenter de proposer un projet différent en disant qu'elle aurait fait mieux.

Concrètement depuis 1945, seulement 4 élections de mi-mandats ont vu le parti au pouvoir augmenter son nombre de sièges au Sénat et seulement 2 élections en ce qui concerne la Chambre des Représentants. Ainsi, en raison de la composition actuelle très serrée des deux chambres, les

statistiques penchent pour une perte de contrôle des deux chambres pour les Démocrates. En effet ces derniers sont à égalité avec les Républicains au Sénat et n'ont que 3 sièges d'avance pour conserver leur majorité absolue à la Chambre.

Année	Président en fonction	Gain ou perte en sièges pour le parti du président	
		Représentants	Sénateurs
2018	Donald Trump	R-38	R+3
2014	Barack Obama	D-13	D-9
2010		D-64	D-6
<u>2006</u>	George W. Bush	R-30	R-6
2002		R+8	R+2
1998	Bill Clinton	D+5	0
1994		<u>D-54</u>	<u>D-8</u>
1990	George H. W. Bush	<u>R-8</u>	<u>R-1</u>
1986	Ronald Reagan	<u>R-5</u>	R-8
1982		<u>R-26</u>	<u>0</u>

1978	Jimmy Carter	<u>D-15</u>	<u>D-3</u>
1974	Gerald Ford	<u>R-48</u>	<u>R-4</u>
1970	Richard Nixon	<u>R-12</u>	R+1
1966	Lyndon B. Johnson	<u>D-48</u>	<u>D-3</u>
1962	John F. Kennedy	<u>D-4</u>	<u>D+2</u>
1958	Dwight D. Eisenhower	<u>R-48</u>	<u>R-12</u>
1954		<u>R-18</u>	<u>R-2</u>
1950	Harry S Truman	<u>D-28</u>	<u>D-5</u>
1946		<u>D-54</u>	<u>D-12</u>
1942	Franklin D. Roosevelt	D-45	D-8
1938		D-72	D-7
1934		D+9	D+9

Plusieurs parallèles peuvent être menés pour essayer de comprendre la dynamique de Joe Biden lors de ces élections de mi-mandat.

La première comparaison que nous pouvons mener concerne son rival Donald Trump lors des élections de 2018. Ainsi, bien qu'impopulaire Donald

Trump était parvenu à conserver le contrôle du Sénat. Joe Biden se présente aujourd'hui avec une popularité similaire à celle de Donald Trump en 2018. Il pourrait donc jouer la même carte que ce dernier, celle de la polarisation de l'électorat afin d'assurer la mobilisation de sa base électorale et conserver le Sénat. Un point incite cependant à la prudence : Trump était certes impopulaire en 2018 mais sa côte de popularité est restée plus ou moins constante - Biden à l'inverse connaît une dynamique baissière de sa popularité depuis le début de son mandat et qui pourrait s'accroître à l'occasion des midterms.

L'autre comparaison qu'il convient de mener est celle avec le précédent Président Démocrate, Barack Obama, à l'occasion des midterms de 2010 et 2014. Le parallèle est encore plus pertinent avec les midterms de 2010, qui correspondent à la moitié du premier mandat des deux présidents. Barack Obama et Joe Biden ont tous les deux été élus sur une promesse très forte : celle de réconcilier l'Amérique sur le plan ethnique pour l'un, et celle de tourner la page de Donald Trump pour l'autre. Or, une fois passé le rôle cathartique de l'élection, la déception sur la difficulté à rendre concrète ces promesses démobilise l'électorat démocrate. Deux ans après l'élection de Joe Biden, l'hypothèse d'un retour de Donald Trump à la maison blanche n'a jamais été aussi importante.

Conscient de cette tendance de fond défavorable, Joe Biden et les Démocrates ont essayé de renverser le désavantage en faisant des midterms, non pas un référendum sur leur bilan, mais sur l'éventuel retour de Donald Trump. Alors que ces élections se joueront sur la mobilisation de chacun des électors, les Démocrates misent sur le rejet de l'ancien Président et le fort sentiment anti-trumpiste pour inciter les électeurs démocrates à voter.

SCENARII POSSIBLE LE SOIR DE L'ÉLECTION

RAPPORT DE FORCE DE LA CAMPAGNE

Les dynamiques de cette campagne de mi-mandat nous permettent de distinguer différents scenarii possibles selon le thème qui aura prédominé dans l'influence des votes.

Pour simplifier notre approche, nous pouvons analyser la campagne des midterms comme la succession de trois périodes :

- *Avant le 24 juin : le moment anti-biden*

Depuis le retrait raté des Américains d'Afghanistan et jusqu'au 24 juin, la campagne des midterms s'est focalisée sur l'évaluation du bilan de l'action de Joe Biden à la Maison Blanche. Ainsi, les Républicains parviennent à surfer sur un fort sentiment anti-biden en raison de son bilan jugé mauvais par l'opinion. Ce moment se concrétise par une domination nette des Républicains dans les chances de contrôle du Sénat et de la Chambre.

- *À partir du 24 juin : le clivage "pro-choix" / "pro-vie"*

Le 24 juin dernier, la Cours Suprême des États-Unis a mis fin au droit constitutionnel à l'avortement en revenant sur l'arrêt Rod vs Wade. Cette décision contestée polarise le débat public et l'opinion sur la question de droit à l'avortement. Le clivage entre "pro-choix" et "pro-vie" vient structurer la répartition électorale dans ce second temps de la campagne. Jusqu'alors en difficulté dans les sondages, les démocrates utilisent ce thème de campagne clivant pour mettre les Républicains en minorité dans l'opinion. En faisant des clips et des pubs sur la défense du droit à l'avortement, les Démocrates parviennent à reprendre la main sur le rythme et les thèmes de

la campagne. Cette période se concrétise par une chute des républicains dans les sondages, qui finissent par croiser les courbes dans les projections de contrôle du Sénat fin juillet. Durant cette période, une augmentation des inscriptions sur les listes électorales a également pu être enregistrée. Les Démocrates tiennent le thème qui pourrait sauver leurs midterms et surmobiliser leur électorat.

- *Depuis mi-septembre : le virage économique face à l'inflation*

Depuis la rentrée, les États-Unis sont frappés par une forte inflation qui inquiète le pouvoir d'achat des Américains. Cette dégradation de la situation économique du pays a eu pour effet de remplacer la question sociétale par la question économique au cœur de la campagne. Cette thématique a offert aux Républicains l'opportunité de reprendre la main sur les thèmes de la campagne. Ils ont ainsi pu recentrer le débat sur les fondamentaux du Trumpisme et renouer avec les électeurs des classes moyennes et populaires sur la question du pouvoir d'achat et des revenus. L'inflation et la crise énergétique ont conduit l'opinion américaine à revenir vers les Républicains pour plébisciter la vision "America First" portée par Donald Trump.

SCENARII POSSIBLES ET IMPLICATIONS

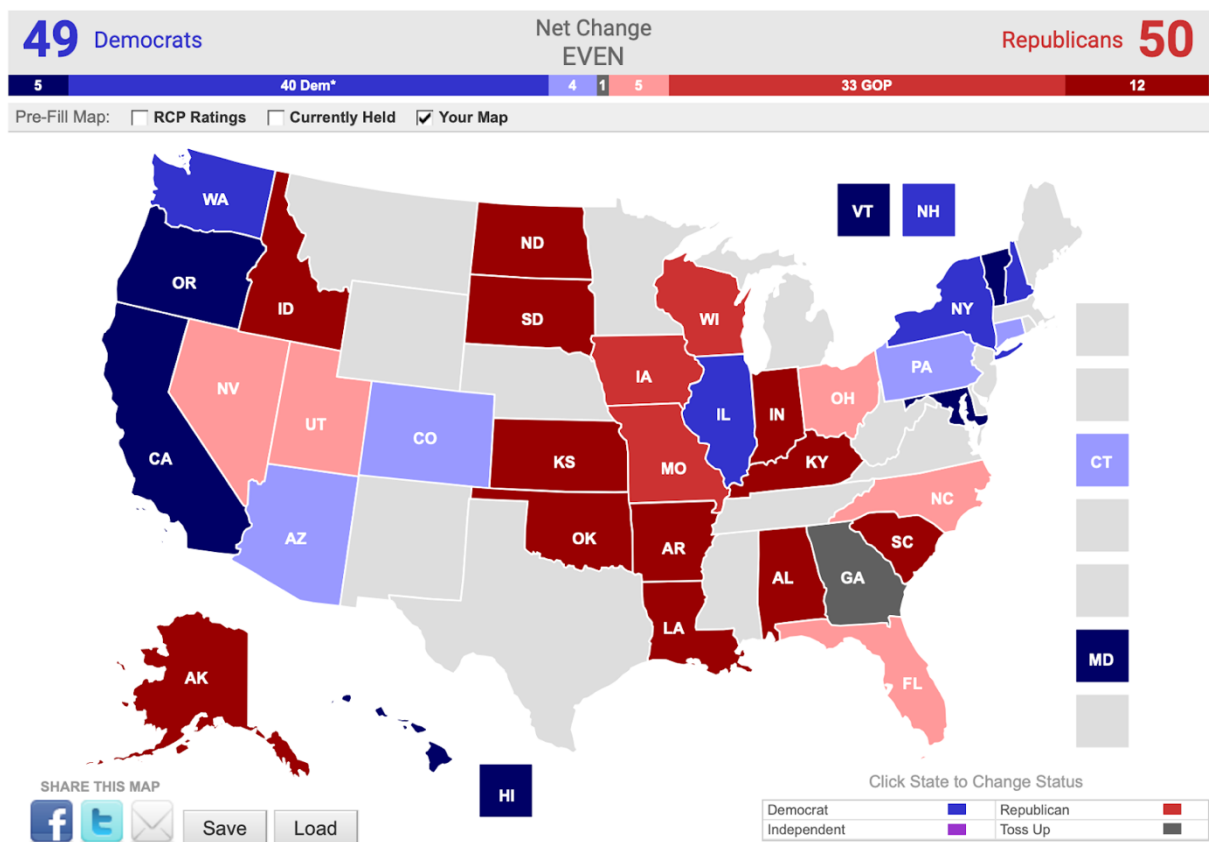
1er scénario : Les Républicains remportent la Chambre des Représentants mais le match au Sénat se jouera lors d'une élection spéciale en Géorgie le 6 décembre prochain.

Cette hypothèse repose sur l'accumulation de plusieurs éléments :

- L'électorat démocrate se mobilise davantage que ce qui est indiqué dans les sondages
- L'électorat soutient une victoire républicaine sans pour autant avoir un raz-de-marée

-La politique de Joe Biden est rejetée majoritairement par les Américains mais pas par l'électorat démocrate qui y retrouve malgré tout son compte

Dans cette hypothèse, nous projetons **le scénario suivant au Sénat de 49 pour les démocrates contre 50 pour les Républicains**, et l'avenir du **Sénat qui se jouerait dans une élection spéciale en Georgie le 6 décembre prochain**.



Carte fournie par RealClearPolitics

Ainsi, les Républicains conserveraient leur siège dans : Alaska, Arkansas, Alabama, Iowa, Indiana, Kansas, Kentucky, Louisiana, Missouri, les deux dans l'Oklahoma, Dakota du nord, Dakota du sud, Caroline du Sud, Utah.

Les Démocrates conserveraient leur siège dans : Californie, Connecticut, Hawaii, Illinois, Maryland, New York, Oregon, Vermont

Au sein des États clés dans ce scénario :

Les démocrates gagneraient :

Arizona (démocrate sortant)
 Colorado (démocrate sortant)
 New Hampshire (démocrate sortant)
 Pennsylvanie, donc un “flip” car il y a un républicain sortant
 Washington (démocrate sortant)

Les républicains gagneraient :

Nevada, donc un flip car il y a un démocrate sortant
 Caroline du Nord (républicain sortant)
 Floride (républicain sortant)
 Ohio (républicain sortant)
 Wisconsin (républicain sortant)

État avec une nouvelle élection : Georgie le 6 décembre

Cela donnerait ainsi un Sénat avec 49 démocrates ou indépendants avec 50 républicains. Nous estimons que dans cette hypothèse, l'élection de Georgie aura un second tour avec ce que l'on appelle un “runoff” car aucun des candidats n'aura atteint la barre des 50% provoquant une autre élection le 6 décembre. Le contrôle du Sénat se jouera comme en 2020, dans l'État de Georgie. En effet, si les Démocrates l'emportent alors, il y aurait 50 sénateurs démocrates contre 50 sénateurs républicains comme c'est le cas actuellement. Ainsi, la Vice-présidente Kamala Harris aurait l'opportunité de faire pencher la balance au Sénat pour le camp démocrate grâce à son vote en cas d'égalité.

Dans cette hypothèse, **nous projetons en revanche une victoire des Républicains au sein de la Chambre des représentants avec une moyenne de 230 sièges emportés.** Ils auraient ainsi le contrôle de la chambre puisqu'il faut 218 sièges pour avoir la majorité.

À ce titre, il faut observer 32 élections serrées :

Sortants démocrates :

Alaska, Arizona 4, Californie 9; Californie 13, Californie 47, Californie 49, Connecticut 5, Georgie 2, Illinois 6 et 14, Indiana 1, Kansas 3, Maryland 6, Maine 2, Michigan 7, Caroline du Nord 1, New Hampshire 2, Nevada 1 et 4, New York 3; 4; 17; 18 et 25, Ohio 9, Oregon 4, Texas 28 et Virginie 7.

Sortants républicains :

Californie 22, Illinois 13, Michigan 3 et Texas 34.

De plus, il faut ajouter 24 sortants démocrates sous une très grande menace de défaite :

Arizona 2 et 6, Floride 7 et 13, Iowa 3, Illinois 17, Michigan 8 et 10, Minnesota 2, New Hampshire 1, New Jersey 7, Nevada 3, New York 19, Ohio 13, Oregon 5, Pennsylvanie 7; 8 et 17, Rhode Island 2, Tennessee 5, Texas 15, Virginie 2, Washington 8, Wisconsin 3.

Ainsi dans cette hypothèse, les Républicains passeraient de 212 sièges à une moyenne de 230 sièges remportés.

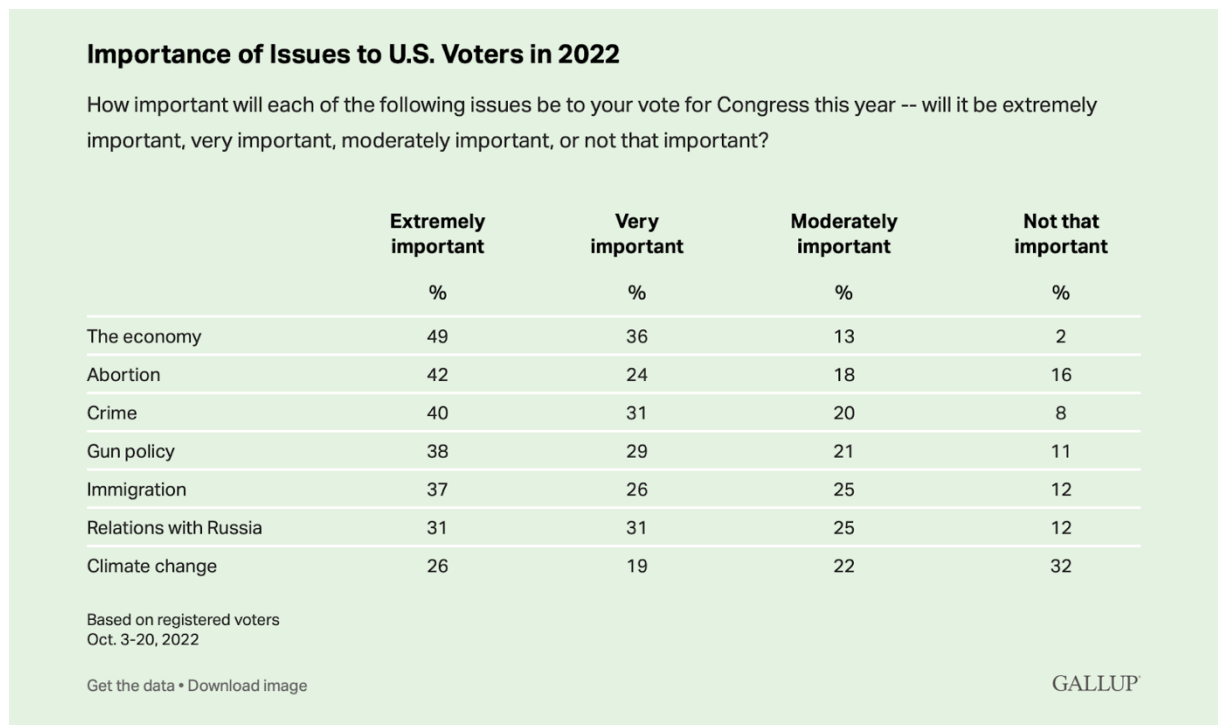
2ème scénario (hypothèse la plus probable selon les sondages) : les Républicains remportent la Chambre des Représentants et également le Sénat

Cette hypothèse repose sur l'accumulation de plusieurs éléments :

- L'élection se joue davantage sur l'économie, l'inflation et la sécurité que sur les sujets sociétaux comme l'avortement
- Cela provoque une bascule des électeurs indépendants chez les républicains
- La classe moyenne et les travailleurs basculent chez les Républicains

Dans ce scénario nous anticipons que les questions économiques seront plus déterminantes que la question du droit à l'avortement dans les dynamiques de vote. Même si la question du droit à l'avortement est la première priorité des électeurs Démocrates (51%) pour cette élection, en

population générale c'est l'économie qui reste la première priorité de ces élections pour les Américains (sondages Gallup).



Ainsi, dans les explications du choix de leur vote, l'économie est considérée comme extrêmement importante pour 49% des Américains et très importante pour 36% d'entre eux. En comparaison, l'avortement est jugé comme extrêmement important pour 42% du panel et très important pour 36%. Nous devrions assister à une prédominance de la question économique pour expliquer les résultats électoraux. Nous mettons une réserve à ce diagnostic pour 5 états particuliers, qui voteront en même temps que les midterms pour garantir ou durcir la loi sur l'avortement dans leur état. Il s'agit de la Californie, le Michigan, le Vermont, le Kentucky et le Montana. Dans ces États, le contexte politique local devrait donner plus d'importance à la question du droit à l'avortement et nous pourrions observer des phénomènes différents de la tendance nationale.

De façon dynamique nous pouvons constater une baisse d'importance du sujet du droit à l'avortement en analysant l'évolution du GenderGap Républicain. Alors que le parti Républicain est identifié comme "Pro-vie" sur le clivage portant sur l'avortement, il recueille moins d'intention de vote

chez les femmes. Ce GenderGap a eu tendance à se resserrer ces dernières semaines ce qui amplifie les chances de victoire républicaine et montre la prédominance du clivage économique. En particulier, alors que l'électorat féminin avait massivement soutenu Joe Biden en 2018 (59% des femmes soutenaient les Démocrates et 40% les Républicains), Républicains et Démocrates font aujourd'hui jeu égal en séduisant 47% des femmes. Ce rattrapage des Républicains auprès de l'électorat féminin s'explique principalement par le changement d'orientation des femmes Indépendantes. En effet, alors qu'en septembre elles préféraient les Démocrates avec 14 points d'avance, elles préfèrent aujourd'hui les Républicains de 18 points.

Importance of Election Issues in 2022 Midterms, by Gender			
% Extremely important to vote for Congress this year			
	Men	Women	Net importance to women
	%	%	Pct. pts.
The economy	47	51	4
Abortion	32	51	19
Crime	35	45	9
Gun policy	36	41	5
Immigration	33	40	7
Relations with Russia	30	33	3
Climate change	23	29	6

Based on registered voters
Oct. 3-20, 2022

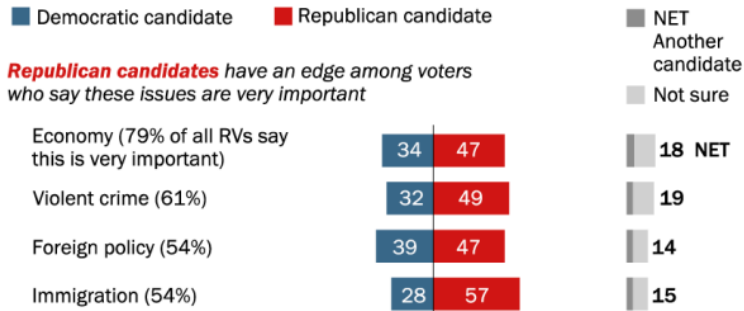
[Get the data](#) • [Download image](#)

GALLUP

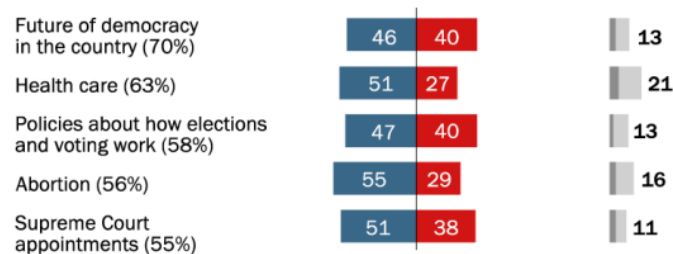
La prédominance du sujet du pouvoir d'achat et de l'économie comme thème principal de la campagne sur celui de l'avortement avantage les Républicains. En effet, les sondages réalisés par le Pew Research Center indiquent une avance de 18 points pour les Républicains chez les électeurs affirmant que l'économie est un sujet très important.

Economy is top issue for voters; those who say it is 'very important' favor Republican candidates

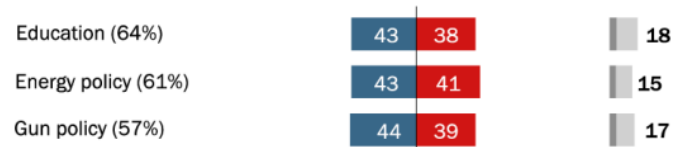
Among registered voters who say each issue is **very important** to their vote, % who say if the election was held today, they would vote for ___ in their district^



Democratic candidates have an edge among voters who say these issues are very important



Neither party's candidates have a clear edge among voters who say these issues are very important



^The survey used geographic information provided by respondents to present them the names and party affiliation of the candidates running in their congressional district.

Notes: Based on registered voters. No answer responses not shown.

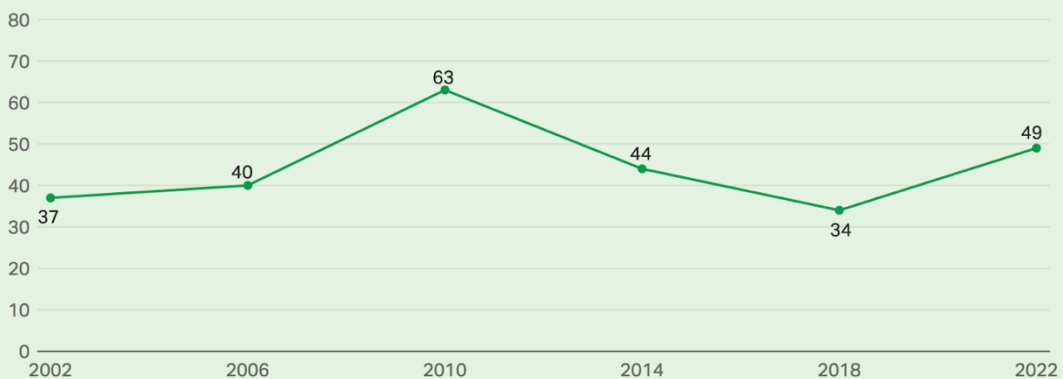
Source: Survey of U.S. adults conducted Oct. 10-16, 2022.

PEW RESEARCH CENTER

Or, en comparant avec les précédents midterms ont compris que les Républicains pourraient bénéficier de façon importante de cet avantage. En effet, depuis 2022 cette élection se classe seconde en fonction de l'importance de l'économie dans le vote. C'est uniquement lors des midterms de 2010, soit après la crise financière, que l'économie avait une place encore plus importante dans le scrutin. Comme présenté plus haut, les midterms de 2010 avaient été une défaite pour Obama et les Démocrates qui avaient perdu 6 sièges de sénateur.

The Economy as Extremely Important Issue to U.S. Voters

% Saying the economy is extremely important to their vote for Congress



Results are based on survey conducted closest to November of each election year.
Based on registered voters.

[Get the data](#) • [Download image](#)

GALLUP

La prédominance de l'économie provoque en outre une bascule des électeurs indépendants vers les Républicains. Comme le montre le graphique ci-dessous, la prédominance de l'économie plutôt que d'un thème sécuritaire ou sociétal crée un alignement important entre les électeurs Républicains et Indépendants. En instaurant un clivage économique, les Républicains devraient gagner le vote des indépendants, seconde clé de succès après la mobilisation de son propre électorat.

Rank Order of Issues Important to Voters, by Party ID

Click on Each Party to Sort

% Extremely important to vote for Congress this year

	Issue	Republicans ▼	Independents	Democrats
1	The economy	64	47	33
2	Immigration	55	32	22
3	Crime	55	37	27
4	Gun policy	44	33	39
5	Abortion	37	38	51
6	Relations with Russia	36	31	26
7	Climate change	9	22	49

Based on registered voters.

GALLUP

Enfin, cette hypothèse repose sur la bascule des électeurs de classe moyenne et des travailleurs en faveur des Républicains. Alors que ces électors avaient donné la victoire à Joe Biden en 2020, notamment dans les États de la Rust Belt, un retour de cet électorat vers les Républicains pourrait s'opérer. En particulier, c'est la bascule des populations des banlieues qui correspond le plus à cette sociologie qu'il s'agit de suivre de près.

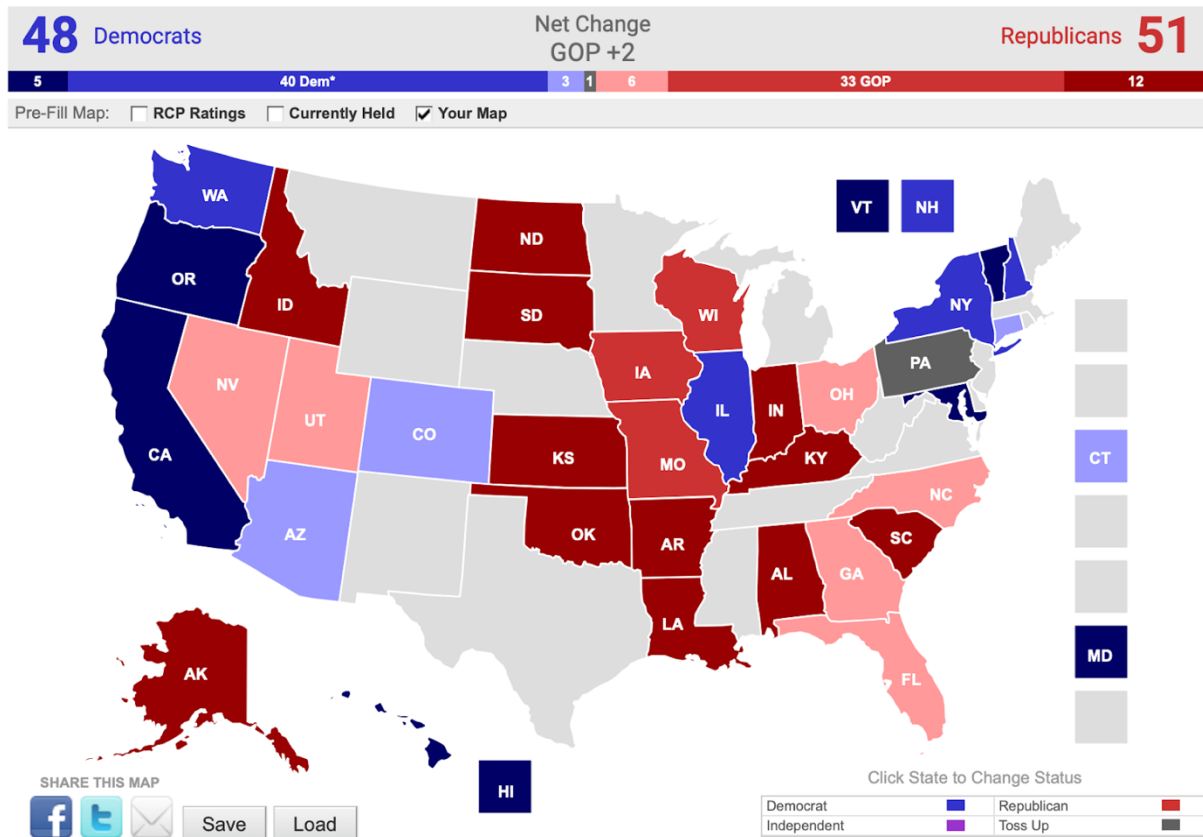
Suburban and exurban seats are the most politically competitive

Congressional districts by urbanization index grouping, with each grouping's average share of the population in rural, exurban, suburban and urban census tracts and the districts' average partisan lean according to FiveThirtyEight's metric

GROUPING	DISTRICTS	AVG. POPULATION PER CATEGORY				LEAN
		RURAL	EXURBAN	SUBURBAN	URBAN	
Dense Urban	36	0%	1%	3%	97%	D+49
Urban-Suburban	44	1	2	19	79	D+34
Dense Suburban	105	3	16	50	30	D+14
Suburban-Exurban	111	22	35	37	6	R+7
Rural-Exurban	89	47	35	18	0	R+25
Mostly Rural	50	72	25	3	0	R+30

Or la bascule de l'électorat correspondant aux travailleurs est déjà perceptible en observant la pyramide des âges. En effet, alors qu'en 2020 Joe Biden était arrivé en tête chez les 40-49ans avec 54% des votes et faisait presque jeu égal avec Trump chez les 50-65 ans (47% Biden - 52% Trump), il enregistre aujourd'hui un retard important. Chez les 45-64 ans, ce qui correspond à l'essentiel des travailleurs, les Démocrates obtiendraient seulement un score de 38% contre 59% pour les Républicains. Cette dernière condition cumulative permettrait aux Républicains de retrouver le contrôle des deux chambres.

Dans cette hypothèse, nous projetons **le scénario suivant au Sénat de 48 pour les démocrates contre 51 pour les Républicains** avec une incertitude en Pennsylvanie, l'état natal de Joe Biden.



Ainsi, les Républicains conserveraient leur siège dans : Alaska, Arkansas, Alabama, Iowa, Indiana, Kansas, Kentucky, Louisiana, Missouri, les deux dans l'Oklahoma, Dakota du nord, Dakota du sud, Caroline du Sud, Utah.

Les Démocrates conserveraient leur siège dans : Californie, Connecticut, Hawaii, Illinois, Maryland, New York, Oregon, Vermont

Au sein des États clés dans ce scénario :

Les démocrates gagneraient :

- Arizona (démocrate sortant)
- Colorado (démocrate sortant)
- New Hampshire (démocrate sortant)
- Washington (démocrate sortant)

Les républicains gagneraient :

- Nevada, donc un flip car il y a un démocrate sortant
- Georgie, donc un flip car il y a un démocrate sortant

Caroline du Nord (républicain sortant)

Floride (républicain sortant)

Ohio (républicain sortant)

Wisconsin (républicain sortant)

État avec incertitude du résultat et une éventuelle contestation des résultats : Pennsylvanie

Cela **donnerait ainsi un Sénat avec 48 démocrates ou indépendants et avec 51 républicains**. Nous estimons que dans cette hypothèse, l'élection en Pennsylvanie sera serrée comme en 2020 lors de l'élection présidentielle entre Joe Biden et Donald Trump. Toutefois, **les Républicains contrôleraient le Sénat quoi qu'il arrive** et cela qu'importe le résultat en Pennsylvanie. **En cas de recomptage et de nouvelle élection, les Républicains l'emporteraient dans ce scénario en raison d'une démobilisation de l'électorat démocrate.**

Dans cette hypothèse, **nous projetons une victoire des Républicains au sein de la Chambre des représentants avec une moyenne de 235-240 sièges emportés**. Soit davantage de sièges que dans le premier scénario, mais sans pour autant une très grande différence. Ils auraient ainsi le contrôle de la chambre puisqu'il faut 218 sièges pour avoir la majorité.

À ce titre, il faut observer 32 élections serrées :

Sortants démocrates :

Alaska, Arizona 4, Californie 9; Californie 13, Californie 47, Californie 49, Connecticut 5, Georgie 2, Illinois 6 et 14, Indiana 1, Kansas 3, Maryland 6, Maine 2, Michigan 7, Caroline du Nord 1, New Hampshire 2, Nevada 1 et 4, New York 3; 4; 17; 18 et 25, Ohio 9, Oregon 4, Texas 28 et Virginie 7.

Sortants républicains :

Californie 22, Illinois 13, Michigan 3 et Texas 34.

De plus, il faut ajouter 24 sortants démocrates sous une très grande menace de défaite :

Arizona 2 et 6, Floride 7 et 13, Iowa 3, Illinois 17, Michigan 8 et 10, Minnesota 2, New Hampshire 1, New Jersey 7, Nevada 3, New York 19, Ohio 13, Oregon 5, Pennsylvanie 7;8 et 17, Rhode Island 2, Tennessee 5, Texas 15, Virginie 2, Washington 8, Wisconsin 3.

Ainsi dans cette hypothèse, les Républicains passeraient de 212 sièges à une moyenne de 235-240 sièges remportés.

3ème scénario: Vague rouge ("Red Wave"), les démocrates sont écrasés par les Républicains qui remportent une large victoire à la Chambre des Représentants mais également au Sénat

Cette hypothèse repose sur l'accumulation de plusieurs éléments :

- L'élection se joue davantage sur l'économie, l'inflation et la sécurité que sur les sujets sociétaux comme l'avortement
- Cela provoque une bascule des électeurs indépendants chez les républicains
- La classe moyenne et les travailleurs basculent chez les Républicains
- L'élection devient un référendum contre la politique de Joe Biden provoquant une surmobilisation de l'électorat des Républicains
- L'électorat démocrate se démobilise

Au-delà des trois premiers éléments qui ont été détaillés dans le précédent scénario, **le scénario "red wave" ou vague rouge s'explique par un double phénomène.** D'une part, l'électorat démocrate serait moins mobilisé que le prévoit les sondages. D'autre part, l'électorat républicain le serait davantage. Cela permettrait d'amplifier la victoire des Républicains prévue dans le deuxième scénario pour provoquer une véritable déroute du camp démocrate.

Premier indice : **les élections de mi-mandat sont presque toujours une défaite pour le parti qui est au pouvoir à la Maison Blanche, et cela l'est d'autant plus lorsqu'il s'agit des premiers midterms d'un président démocrate.** Ainsi, en 1994, Bill Clinton avait perdu 54 sièges à la Chambre des représentants ainsi que 8 sièges au Sénat. De son côté, Barack Obama avait perdu 64 sièges à la Chambre et 6 au Sénat. Cela nous permet d'avoir une estimation et de comparer la popularité entre Bill Clinton, Barack Obama et Joe Biden à une semaine des élections.

Selon l'institut Gallop, la semaine du 2-6 novembre 1994, Bill Clinton recueillait 46% d'opinions favorables contre 46% d'opinions défavorables. Selon le même institut, la semaine du 1er- 7 novembre, Barack Obama possédait 45% d'opinions défavorables et 47% d'opinions défavorables. Enfin, Joe Biden, pour la dernière semaine d'octobre, est davantage en difficulté. En effet, il recueille 40% d'opinions favorables contre 56% d'opinions défavorables.

Cette situation permet de poser une première interrogation, si Bill Clinton et Barack Obama avaient subi une défaite cuisante lors de leur première élection de mi-mandat avec un taux de popularité neutre (presque autant d'opinion favorable que de défavorable), **comment Joe Biden pourrait mobiliser ses propres électeurs ?** Bill Clinton possédait la dernière semaine avant les midterms, 46% d'opinions favorables et avait recueilli 43% des suffrages lors de l'élection présidentielle de 1992. Barack Obama, de son côté, possédait 45% d'opinions favorables et avait recueilli 52,9% des suffrages en 2008. Joe Biden possède 40% d'opinions favorables alors qu'il a recueilli 51,3% des suffrages en 2020. **On observe que le différentiel est plus important pour Joe Biden que pour ses prédécesseurs démocrates, ce qui laisse supposer que la mobilisation des électeurs démocrates pourrait être surestimé par les sondeurs.**

Deuxième indice : **depuis 2016, les sondeurs ont sous-estimé le score des Républicains.** Lors de l'élection présidentielle de 2016, les sondages donnaient en moyenne une avance à Hillary Clinton face à Donald Trump

dans presque chaque État clé ("swing state"). Cette avance sondagière ne s'est pas confirmée dans les urnes. Ainsi, la moyenne des sondages prévoyait :

- Une victoire d'Hillary Clinton de 2,6 points en Pennsylvanie, alors que Donald Trump l'a emporté de 0,72%, soit une sous-estimation des Républicains de 3,3 points.
- Une victoire d'Hillary Clinton de 4,7 points dans le New Hampshire alors que la victoire n'a été finalement que de 0,3 point, soit une sous-estimation des Républicains de 4,4 points.
- Une victoire d'Hillary Clinton de 1,5 point dans le Nevada alors que la victoire a été de 2,4 points, soit une surestimation des Républicains de 0,9 point.
- Une victoire d'Hillary Clinton de 6,5 points dans le Wisconsin alors que Donald Trump l'a emporté de 0,7 point, soit une sous-estimation des Républicains de 7,2 points.
- Une victoire de Donald Trump de 3,5 points dans l'Ohio alors qu'il l'a emporté de 8,1 points, soit une sous-estimation de 4,6 points pour les Républicains.
- Une victoire d'Hillary Clinton de 0,7 point dans la Caroline du Nord alors que Donald Trump l'a emporté de 3,7 points, soit une sous-estimation de 4,4 points pour les Républicains.
- Une victoire d'Hillary Clinton de 0,5 point en Floride, alors que Donald Trump l'a emporté de 1,2 point, soit une sous-estimation de 1,7 points pour les Républicains.

Lors de l'élection présidentielle de 2020, les sondages ont également surestimé l'avance de Joe Biden dans plusieurs États :

- Joe Biden avait 4,3 points de moyenne d'avance dans les sondages en Pennsylvanie, alors qu'il ne l'a emporté que de 1,2 point, soit une sous-estimation des Républicains de 3,1 points.
- Joe Biden avait 6,7 points de moyenne d'avance dans les sondages dans le Wisconsin, alors qu'il ne l'a emporté que de 0,7 point, soit une sous-estimation des Républicains de 6 points

- Joe Biden avait 0,9 point d'avance en Floride, mais il a perdu cet État de 3,3 points, soit une sous-estimation des Républicains de 4,2 points.
- Donald Trump n'avait qu'un point d'avance dans l'Ohio, or il a remporté cet État avec 8,2 points d'avance, soit une sous-estimation des Républicains de 7,2 points.

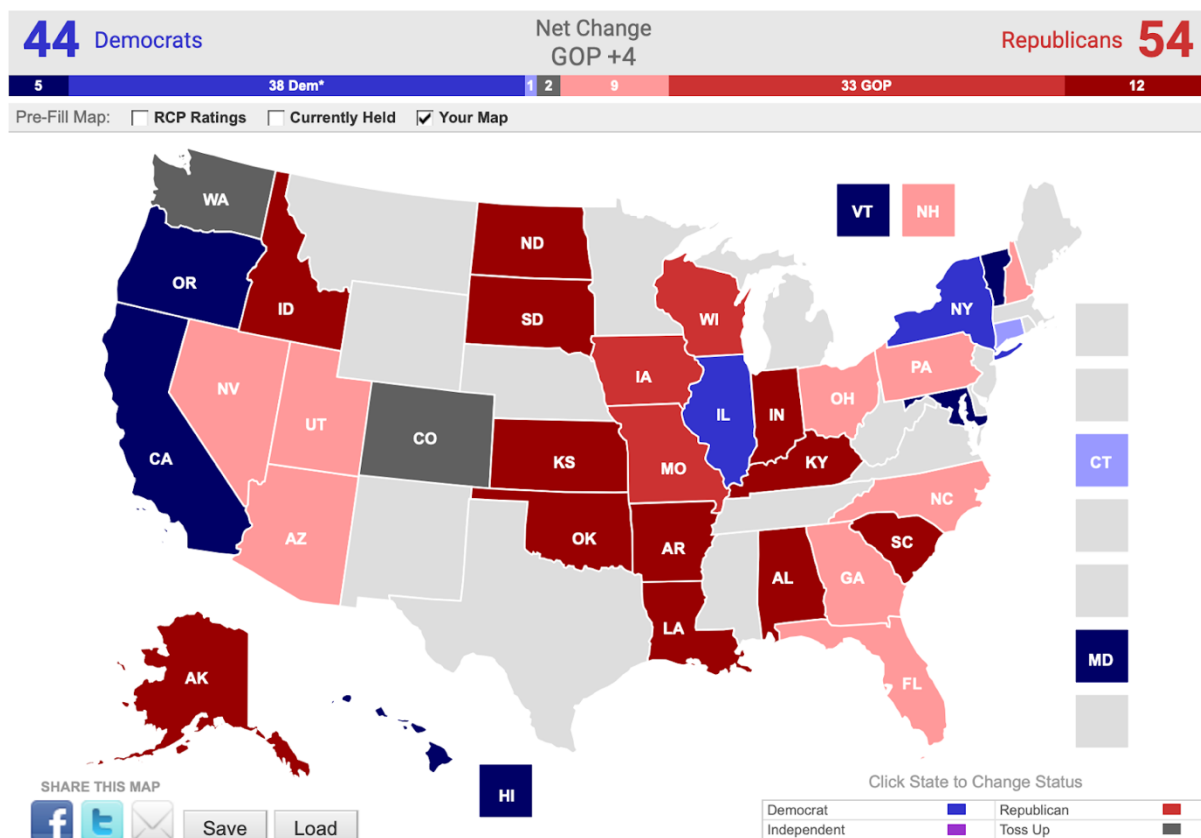
Cependant, il y a un signe d'espoir pour les Démocrates, ils sont plutôt sous-estimés (1 point de moyenne) dans les États du Sud comme le Nevada, l'Arizona et la Géorgie.

Troisième indice : **les élections dans chaque État, sont de moins en moins indépendantes les unes des autres, sauf pour l'élection des gouverneurs.**

Les sondages prévoient des élections serrées dans la plupart des États clés, Pennsylvanie, Floride, Caroline du Nord, Arizona, Georgie, Ohio, Wisconsin, Nevada. Il est fort probable que les États où les Républicains sont en tête (Floride, Caroline du Nord, Ohio, Wisconsin) restent dans leur giron. Seulement, depuis 2016, on observe que les élections sont de plus en plus dépendantes les unes des autres. C'est à dire qu'une hausse enregistrée pour les Républicains dans un État de la Rust-Belt (Pennsylvanie, Michigan, Ohio, Wisconsin) le soit également pour les autres. Ainsi, nous pouvons voir une dynamique claire dans les États du Nord en faveur des Républicains.

La dynamique conduirait également l'Arizona, la Géorgie, le Nevada sur la même tendance pour plusieurs raisons. D'une part, les démocrates sont beaucoup moins hégémoniques sur le vote des minorités (hispaniques et afro-américains) qu'auparavant. Or, ils avaient enregistré une dynamique dans ces États lors de la dernière élection présidentielle. D'autre part, le vote des classes moyennes des banlieues des grandes métropoles est passé du camp des Républicains entre 2020 et maintenant en raison d'une préoccupation portée sur les sujets économiques notamment.

Ainsi, seules les élections de gouverneurs, où la dimension personnelle est très importante, permettent aux candidats de dépasser plus facilement les clivages partisans. Où l'on peut avoir une gouverneure démocrate dans le Kansas à titre d'illustration ou un favori républicain dans l'Oregon.



Dans cette hypothèse, nous projetons **le scénario suivant au Sénat de 44-46 pour les démocrates contre 54-56 pour les Républicains** avec une double incertitude dans l'État de Washington et dans le Colorado.

Ainsi, les Républicains conserveraient leur siège dans : Alaska, Arkansas, Alabama, Iowa, Indiana, Kansas, Kentucky, Louisiana, Missouri, les deux dans l'Oklahoma, Dakota du nord, Dakota du sud, Caroline du Sud, Utah.

Les Démocrates conserveraient leur siège dans : Californie, Connecticut, Hawaii, Illinois, Maryland, New York, Oregon, Vermont

Au sein des États clés dans ce scénario :

Les républicains gagneraient :

Arizona, donc un flip car il y a un démocrate sortant
 New Hampshire, donc un flip car il y a un démocrate sortant
 Nevada, donc un flip car il y a un démocrate sortant
 Georgie, donc un flip car il y a un démocrate sortant
 Caroline du Nord (républicain sortant)
 Floride (républicain sortant)
 Ohio (républicain sortant)
 Pennsylvanie (républicain sortant)
 Wisconsin (républicain sortant)

États avec incertitudes du résultat et des éventuelles contestations des résultats : Washington et Colorado

Cela **donnerait ainsi un Sénat avec 44 démocrates ou indépendants et avec 54 républicains**. Nous estimons que dans cette hypothèse, les élections dans l'État de Washington et dans le Colorado seront serrées en raison à la fois de la bascule des indépendants et des travailleurs dans le camp républicain. De plus, il faut ajouter une démobilisation des électeurs démocrates et une surmobilisation des électeurs républicains. Cela constituerait un séisme pour l'état-major démocrate alors que l'État de Washington a été remporté facilement par Joe Biden en 2020 face à Donald Trump (58% vs 38%) tout comme le Colorado (55% vs 42%).

Dans cette hypothèse, **nous projetons un raz de marée des Républicains au sein de la Chambre des représentants avec au moins 250 sièges emportés**. Soit une progression de près de 40 sièges supplémentaires alors que les Républicains ont déjà beaucoup de sortant. Cela placerait Joe Biden dans les pires défaites lors des midterms au niveau de Bill Clinton en 1994 ou Barack Obama en 2010.

Il n'est pas exclu, que les Républicains remportent jusqu'à 290 sièges pour obtenir la majorité des $\frac{2}{3}$ dans la Chambre des représentants. Cela leur permettrait d'imposer leur législation à Joe Biden malgré le veto présidentiel.

Changement par rapport aux précédents scénarios, les 32 élections disputées deviennent des élections probables pour les Républicains :

Sortants démocrates :

Alaska, Arizona 4, Californie 9; Californie 13, Californie 47, Californie 49, Connecticut 5, Georgie 2, Illinois 6 et 14, Indiana 1, Kansas 3, Maryland 6, Maine 2, Michigan 7, Caroline du Nord 1, New Hampshire 2, Nevada 1 et 4, New York 3; 4; 17; 18 et 25, Ohio 9, Oregon 4, Texas 28 et Virginie 7.

Sortants républicains :

Californie 22, Illinois 13, Michigan 3 et Texas 34.

Ainsi, il faut ajouter 32 sortants démocrates supplémentaires sous la menace d'une défaite :

Californie 6; 21; 25 et 26, Colorado 8, Connecticut 2 et 3, Floride 9; 14; 22 et 23, Illinois 8 et 11, Massachusset 9, Maryland 2, Michigan 11, Minnesota 3, Caroline du Nord 6, New Jersey 1; 3; 5; 9 et 11, New Mexico 1 et 3, New York 20 et 26, Pennsylvanie 12, Virginie 10, Washington 6 et 10,

De plus, il faut ajouter 24 sortants démocrates avec une importante probabilité de défaite :

Arizona 2 et 6, Floride 7 et 13, Iowa 3, Illinois 17, Michigan 8 et 10, Minnesota 2, New Hampshire 1, New Jersey 7, Nevada 3, New York 19, Ohio 13, Oregon 5, Pennsylvanie 7; 8 et 17, Rhode Island 2, Tennessee 5, Texas 15, Virginie 2, Washington 8, Wisconsin 3.

Dans cette hypothèse, les démocrates sont quasiment sûrs de perdre la prochaine élection présidentielle et tout sera remis en cause. Nous assisterons à une bataille pour le leadership entre l'aile centriste (Obama, Biden, Pelosi) contre l'aile gauche (Ocasio-Cortez, Sanders, Warren) et il n'est

pas sûr que Joe Biden puisse se représenter en 2024. De plus, il est ainsi probable que Donald Trump soit le candidat des Républicains et donc le favori de la prochaine élection présidentielle.

CONCLUSION

Joe Biden joue son avenir politique à l'occasion de ces élections de mi-mandats ("midterms").

D'une part, il peut perdre une partie du pouvoir avec une à deux chambres parlementaires hostiles à sa politique en cas de défaite le 8 novembre prochain. En effet, les États-Unis possèdent un régime présidentiel avec une séparation stricte des pouvoirs entre l'exécutif et le législatif. Pour autant, il possède toujours quelques fonctions comme celle de Chef des armées, de la Diplomatie, de nommer un Gouvernement, et quelques autres nominations (environ 10% à sa discrétion). Ce dernier point dépendra des résultats au Sénat puisqu'une partie des nominations sont soumises au contrôle des sénateurs. Toutefois, il apparaît comme vraisemblable que les Démocrates perdent à minima la Chambre des représentants, ce qui signifie la perte de leur influence législative au Congrès.

D'autre part, il n'est pas exclu que les Démocrates se fassent balayer à l'occasion des élections de mi-mandats. Alors que les sondages étaient plutôt favorables cet été depuis la décision de la Cour Suprême de revenir sur le droit à l'avortement, ces derniers se sont retournés au fil des semaines. Ainsi, nous sommes passés d'une élection centrée sur les questions sociétales et principalement sur l'avortement à une élection contre la politique de Joe Biden sur l'économie, l'inflation, et la sécurité. En cas de scénario 1 ou 2, Joe Biden aura toujours la possibilité de se représenter lors de la prochaine élection présidentielle en 2024. En revanche, si nous tombons sur le troisième scénario, alors la victoire des Républicains apparaîtra comme très probable comme celle d'un retour de Donald Trump sur le devant de la scène politique américaine.

Auteurs :

William Thay, Président du Millénaire

Emeric Guisset, Secrétaire Général Adjoint du Millénaire

Pierre Clairé, directeur adjoint des études du Millénaire



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques et travaillant à la refondation de la droite. Il est composé d'une trentaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Secrétaire générale : Marion PARISSET

Secrétaire général adjoint à la stratégie : Emeric GUISSSET

Secrétaire général adjoint aux Études : Matthieu HOCQUE

Directeur des Études : Clément PERRIN

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



Mentions légales : L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.